

Entre-temps, le surplus de leur balance commerciale s'est accru considérablement tandis que le nôtre est allé en diminuant. Pour prendre un exemple, en 1980, les Japonais ont exporté au Canada 151 p. 100 de plus de véhicules que l'année précédente. Tout en sachant cela, le ministre a fait à ma question sur les quotas, la réponse que l'on trouve à la page 7020 du *hansard* et qui dit ceci:

En ce qui concerne les contingentements, je crois que si le Congrès américain légifère en ce sens, les autorités canadiennes devront envisager des mesures parallèles, compte tenu de notre contexte juridique particulier et de la conjoncture qui existe au Canada. C'est d'ailleurs pourquoi, comme je le signalais, nous suivons de près et la situation américaine et la situation canadienne. Étant donné que le secteur industriel opère dans le contexte nord-américain, nous devons choisir avec beaucoup de soin le moment et la portée de nos interventions.

Pour l'instant, je crois que, dans l'intérêt des travailleurs canadiens, notre priorité doit être d'accroître la participation canadienne à la fabrication de voitures japonaises vendues en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde, tout en suivant la situation de près, de manière à prendre au besoin toute autre mesure qui peut se révéler nécessaire dans l'intérêt des travailleurs canadiens et de l'économie canadienne en général.

Cette réponse m'a profondément troublé, monsieur l'Orateur. Ce que le ministre laisse entendre, c'est que l'industrie automobile nord-américaine, qu'elle soit canadienne ou américaine fait partie d'un tout en raison de l'accord canado-américain sur l'automobile. Pour cette raison, nous pouvons envisager de suivre la politique arrêtée par les États-Unis, mais nous devons d'abord considérer attentivement notre propre calendrier et la portée de nos mesures. La seule chose que le ministre n'a pas dite, c'est que nous prenons nos propres décisions.

La fin de semaine dernière, le secrétaire américain au Commerce a déclaré que son gouvernement avait l'intention d'imposer des quotas sur les importations d'automobiles japonaises aux États-Unis. Le ministre, qui était à la Chambre il y a un instant, a déclaré à la télévision l'autre soir que le Canada ferait sans doute la même chose.

Si le Canada et les États-Unis sont liés par une industrie intégrée de l'automobile, pour quelle raison les États-Unis peuvent-ils prendre cette première mesure nécessaire et pas notre pays? Pourquoi le Canada n'aurait-il pas pu prendre l'initiative pour une fois afin de remédier à un problème connu? La réponse se trouve au niveau des gouvernements des deux pays. Le gouvernement américain actuel est décidé à forcer la main des Japonais en prenant les mesures agressives nécessaires pour les convaincre que le moment est venu de négocier sérieusement. Au Canada, d'autre part, le gouvernement attendra, espérera en priant que des mesures seront prises pour sauver l'industrie canadienne de l'automobile et les ouvriers qui y travaillent.

• (2215)

Je prétends que le ministre devrait passer moins de temps, et je cite ses paroles: «A surveiller de près, à se tenir au courant et à suivre l'évolution de la situation» et passer plus de temps à prendre des mesures énergiques, notamment celles qui permettraient de remédier au problème actuel.

L'ajournement

Malheureusement, sous sa tutelle, le ministère de l'Industrie et du Commerce est devenu le ministère de l'indolence, de la timidité et de lâcheté et je ne pense pas que cela soit dans l'intérêt des Canadiens.

M. Gérald Laniel (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, pour répondre au député de York-Nord (M. Gamble) je voudrais lui dire qu'à mon avis le sens de la direction consiste à réaliser le réalisable. Ce n'est pas former des rêves impossibles à réaliser. Peut-être est-il possible de diriger sa vie et prendre des décisions de tous les jours en fonction de solutions et de possibilités ultimes, mais on n'y parvient pas toujours.

Pour ce qui est de l'industrie de l'automobile et des difficultés qu'elle éprouve dans notre pays, le gouvernement canadien s'est vivement intéressé à augmenter la fabrication au Canada des pièces d'automobile japonaises et à attirer des investissements au Canada qui soient à l'avantage des deux pays afin que les Canadiens jouent un rôle appréciable dans la fabrication des voitures japonaises vendues en Amérique du Nord et sur les marchés internationaux. Nous aimerions tous que toutes les voitures japonaises vendues au Canada soient fabriquées ici. Nous atteindrons peut-être cet objectif un jour, mais nous y parviendrons par étape. Dans cette optique, le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray) s'est rendu à Tokyo, l'an dernier, pour discuter avec les hauts fonctionnaires et les directeurs des industries de l'automobile du secteur privé.

Au cours de cette visite et des échanges de missions qui ont eu lieu ultérieurement entre les gouvernements et le secteur privé des deux pays, on a discuté d'un certain nombre de questions présentant un intérêt pour les deux parties et des débouchés particuliers, surtout dans le domaine des pièces d'automobiles. La société Honda a considérablement augmenté ses achats au Canada. Bien que le gouvernement canadien préfère aborder les problèmes relatifs au commerce de l'automobile d'une manière positive, il surveille très étroitement le nombre de véhicules importés au Canada et observe les instances présentées auprès des pouvoirs publics dans les autres pays, y compris aux États-Unis et en Europe, pour faire restreindre les importations. Nous avons entretenu des relations étroites avec l'administration américaine relativement à l'évolution dans ce secteur—comme l'a signalé le député, mais il ne semble pas en faire grand cas—y compris sur la question des récentes mesures prises par le Congrès, et nous considérons que si les États-Unis légifèrent en ce sens, les autorités canadiennes devront envisager des mesures parallèles, compte tenu de notre contexte juridique particulier et de la conjoncture qui existe au Canada.

Entretemps, nous avons officiellement fait savoir au gouvernement japonais que nous trouvons excessive la quantité de voitures exportées dans notre pays; le ministre japonais du Commerce international et de l'Industrie a donc demandé aux fabricants japonais d'automobiles d'exercer une certaine discrétion dans leurs exportations au Canada.